

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 936

[2005/201002]

**17 MARS 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon
instituant un régime d'aide à la surface aux agriculteurs qui produisent des fruits à coque**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée en dernier lieu par la loi du 13 juillet 2001;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, 1^o, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu le Règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, abrogé et remplacé par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003, mais continuant à s'appliquer aux demandes d'aides au titre des périodes de primes commençant avant le 1^{er} janvier 2005;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 583/2004 du 22 mars 2004, plus particulièrement les titres I^{er}, II et IV, chapitre 4;

Vu le Règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le Règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 118/2004 du 23 janvier 2004 et abrogé et remplacé par le Règlement (CE) n° 796/2004 du 21 avril 2004, mais continuant à s'appliquer aux demandes de paiements directs pour les périodes de primes commençant avant le 1^{er} janvier 2005;

Vu le Règlement (CE) n° 2237/2003 de la Commission du 23 décembre 2003 portant modalités d'application de certains régimes de soutien prévus au titre IV du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, plus particulièrement les chapitres 1^{er} et 5, abrogés avec effet au 1^{er} janvier 2005 mais continuant à s'appliquer aux demandes d'aides présentées pour l'année 2004, et remplacé, en ce qui concerne les demandes d'aides présentées à partir de l'année 2005, par le Règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aides prévus aux titres IV et IV^{bis} dudit règlement et l'utilisation de terres mises en jachère pour la production de matières premières;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 239/2005 de la Commission du 11 février 2005 et s'appliquant aux demandes d'aides introduites au titre des périodes de primes commençant à compter du 1^{er} janvier 2005;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 15 mars 2005;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant l'obligation de se conformer sans retard aux règlements du Conseil et de la Commission visés au préambule, particulièrement en ce qui concerne le régime d'aide à la surface pour les fruits à coque;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant que des mesures doivent être prises pour mettre en application les décisions relatives au transfert de ces compétences;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public, et ce dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer les modalités de ce régime qui doit s'appliquer avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2004;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les aides concernées aux agriculteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° "verger" : superficie homogène, d'un seul tenant, plantée d'arbres à fruits à coque, non entrecoupée d'autres cultures ou plantations et caractérisée par la continuité géographique. Des arbres isolés ou une simple rangée d'arbres à fruits à coque plantés le long d'une route ou d'une autre culture, ne peuvent pas être assimilés à un verger;

2° "fruits à coque" : amandes, noisettes, noix, pistaches et caroubes;

3° "demande" : la demande d'aide à la surface de l'agriculteur qui produit des fruits à coque;

4° "administration" : la Division des aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne. Cette administration dispose de services extérieurs;

5° "Ministre" : le Ministre de l'agriculture.

Art. 2. Conformément au titre IV, chapitre 4, du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, l'administration octroie annuellement, sur demande, une aide à la surface aux agriculteurs qui produisent des fruits à coque.

Art. 3. Le montant unitaire de l'aide par hectare de verger, indépendamment du type de produit, est fixé :

pour la période d'aide 2004, à 120,75 euros par hectare;

à partir de la période d'aide commençant le 1^{er} janvier 2005, à 200 euros par hectare.

Le Ministre est autorisé à modifier ce montant après concertation au niveau de la C.M.I. (Concertation ministérielle interrégionale) selon la procédure prévue aux articles 2 et 3 de l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche.

Le montant unitaire de l'aide par hectare de verger est soumis à la modulation prévue à l'article 10 du Règlement (CE) n° 1782/2003.

Pour le calcul de l'aide, la superficie par agriculteur est réduite, le cas échéant, en application des articles 84 et 85 du Règlement (CE) n° 1782/2003.

Art. 4. Pour pouvoir bénéficier de l'aide, l'agriculteur doit introduire une demande auprès de l'administration, au moyen du formulaire mis à sa disposition par celle-ci. L'agriculteur doit y fournir tous les renseignements demandés par l'administration et toutes les informations permettant d'établir l'éligibilité à l'aide.

A partir de la période d'aide commençant le 1^{er} janvier 2005, l'agriculteur doit mentionner dans sa demande le nombre d'arbres producteurs de fruits à coque, ventilé par type d'arbre et par verger. La présence d'autres arbres que les arbres producteurs de fruits à coque doit également être mentionnée.

La localisation des vergers doit être précisée en mentionnant la ou les parcelles concernées :

1. sur la déclaration de superficie qui accompagne la demande d'aides à la surface au titre des régimes d'aides visés à l'article 1^{er}, § 1, point a) et point b), iii), du Règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires

2. ou, à partir du 1^{er} janvier 2005, sur la déclaration de superficie qui accompagne la demande d'aides pour les paiements directs telle que prévue par l'article 22 du Règlement (CE) n° 1782/2003;

Art. 5. La demande doit être introduite par recommandé postal ou éventuellement déposée, contre délivrance d'un accusé de réception, auprès de la Direction des Services extérieurs compétente, au plus tard à la date déterminée par l'administration. A partir de la période d'aide commençant le 1^{er} janvier 2005, la demande doit être introduite ou déposée en même temps que la demande d'aides pour les paiements directs.

Conformément à l'article 13 du Règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le Règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil, ou, à partir de la période d'aide commençant le 1^{er} janvier 2005, conformément à l'article 21 du Règlement (CE) n° 796/2004, l'introduction de la demande après la date limite fixée entraîne une réduction de 1 % par jour ouvrable du montant auquel l'agriculteur aurait eu droit si la demande avait été déposée dans le délai imparti. Lorsque le retard est de plus de vingt-cinq jours civils, la demande est considérée comme irrecevable.

Art. 6. L'aide est octroyée aux conditions suivantes :

1° pour les vergers, la taille minimale d'une parcelle est fixée à 0,10 hectares;

2° le nombre d'arbres producteurs de fruits à coque par hectare de verger ne peut être inférieur à :

- 125 pour les noisetiers;

- 50 pour les amandiers;

- 50 pour les noyers;

- 50 pour les pistachiers;

- 30 pour les caroubiers;

3° la présence d'arbres produisant d'autres fruits que des fruits à coque est admise, à condition que leur nombre ne dépasse pas 10 % du nombre d'arbres fixé au point 2°;

4° la présence de châtaigniers est admise si le nombre d'arbres fixé au point 2° est respecté en ce qui concerne les arbres à fruits à coque éligibles;

5° les règles relatives à la conditionnalité doivent être respectées conformément aux articles 4 et 5 du Règlement (CE) n° 1782/2003 et au calendrier fixé dans son annexe III.

Art. 7. En cas de non-conformité aux conditions d'octroi de l'aide considérée ou en cas d'irrégularité, les réductions ou exclusions prévues par les articles 30 à 47 du Règlement (CE) n° 2419/2001 ou, à partir des périodes d'aides commençant à compter du 1^{er} janvier 2005, par les titres IV et V du Règlement (CE) n° 796/2004 sont d'application.

Art. 8. L'administration est chargée des contrôles relatifs aux demandes et à la vérification du respect des conditions d'octroi des aides. Elle peut déléguer certaines de ces tâches à des organismes délégués spécialisés.

Art. 9. § 1^{er}. L'administration est chargée du versement des aides prévues par le présent arrêté ainsi que du recouvrement des paiements indus. En cas de montant indûment versé, quel que soit le régime d'aides géré par l'administration, ou en cas de prélèvement dans le secteur laitier, l'administration peut opérer une compensation avec tout montant d'aide visée par le présent arrêté, dû à l'agriculteur demandeur d'aide.

Le recouvrement d'un paiement indu peut être effectué par voie de déduction sur les paiements qui interviennent en faveur de l'agriculteur concerné après la décision de recouvrement.

§ 2. En cas de recouvrement, le taux d'intérêt est calculé au taux légal. Les montants inférieurs ou égaux à 100 euros, intérêts non compris, par demande à laquelle se réfère le recouvrement, peuvent ne pas être recouverts si l'agriculteur n'est plus actif au moment de la demande de recouvrement. Si l'agriculteur est actif, les montants inférieurs ou égaux à 5 euros, par demande à laquelle se réfère le recouvrement, peuvent ne pas être recouverts.

Art. 10. L'inspecteur général de la Division des aides à l'agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides prévues par le présent arrêté.

Art. 11. Les infractions à la présente réglementation sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Les infractions au présent arrêté peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975 précitée. Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant les amendes administratives, le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2004.

Art. 13. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 17 mars 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 936

[2005/201002]

17. MÄRZ 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung einer Regelung für Flächenbeihilfen zugunsten der Landwirte, die Schalenfrüchte anbauen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 13. Juli 2001;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3 § 1^o zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegelungen, aufgehoben und ersetzt durch die Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003, die jedoch auf die Anträge auf Beihilfen anwendbar bleibt, die für die vor dem 1. Januar 2005 beginnenden Prämienzeiträume eingereicht wurden;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 583/2004 vom 22. März 2004 und insbesondere die Titel I, II und IV, Kapitel 4;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegelungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 118/2004 vom 23. Januar 2004 und aufgehoben und ersetzt durch die Verordnung (EG) Nr. 796/2004 vom 21. April 2004, die jedoch auf die Anträge auf Direktzahlungen anwendbar bleibt, die für die vor dem 1. Januar 2005 beginnenden Prämienzeiträume eingereicht wurden;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2237/2003 der Kommission vom 23. Dezember 2003 mit Durchführungsbestimmungen zu bestimmten Stützungsregelungen gemäß Titel IV der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, insbesondere der Kapitel 1 und 5, am 1. Januar 2005 außer Kraft gesetzt jedoch weiterhin anwendbar auf die für das Jahr 2004 eingereichten Anträge auf Beihilfen und für die ab 2005 eingereichten Anträge auf Beihilfen ersetzt durch die Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates hinsichtlich der Stützungsregelungen nach Titel IV und IVa der Verordnung und der Verwendung von Stilllegungsflächen für die Erzeugung von Rohstoffen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 239/2005 der Kommission vom 11. Februar 2005 und anwendbar auf die Anträge auf Beihilfen, die für die ab dem 1. Januar 2005 beginnenden Prämienzeiträume eingereicht wurden;

Aufgrund des zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt am 18. Juni 2003 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens über die Ausübung der auf die Regionen übertragenen Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft und des Fischfangs;

Aufgrund des zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt am 30. März 2004 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens über die Ausübung der auf die Regionen übertragenen Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft und des Fischfangs;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 15. März 2005;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Verpflichtung, den in der Präambel angeführten Verordnungen des Rates und der Kommission Folge zu leisten, insbesondere bezüglich der Regelung für Flächenbeihilfen für Schalenfrüchte;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um die Beschlüsse bezüglich der Übertragung dieser Zuständigkeiten anzuwenden;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten und dabei die Auflagen der europäischen Regelung im Bereich der Landwirtschaft zu beachten;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Durchführungsbestimmungen dieser Regelung festzulegen, die rückwirkend ab dem 1. Januar 2004 anzuwenden ist;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Beihilfen an die Landwirte oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Obstgarten": eine homogene und geschlossene mit Schalenobstbäumen bepflanzte Fläche, die keine anderen Kulturen oder Pflanzungen umfasst und geographisch zusammenhängend ist. Einzelstehende Bäume oder eine einzelne Reihe von Schalenobstbäumen entlang von Straßen oder anderen Kulturen gelten nicht als Obstgarten;

2° "Schalenfrüchte": Mandeln, Haselnüsse, Walnüsse, Pistazien und Johannisbrot;

3° "Antrag": der Antrag auf Flächenbeihilfe des Landwirts, der Schalenfrüchte anbaut;

4° "Verwaltung": die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region. Diese Verwaltung verfügt über Außendienste;

5° "Minister": der Minister der Landwirtschaft.

Art. 2 - Gemäß Titel IV, Kapitel 4, der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, gewährt die Verwaltung den Landwirten, die Schalenfrüchte anbauen, jährlich auf deren Antrag hin eine Flächenbeihilfe.

Art. 3 - Pro Hektar Obstgarten beträgt der Einheitsbetrag der Beihilfe unabhängig von der Art des Erzeugnisses:

Für den Beihilfezeitraum 2004 120,75 Euro pro Hektar;

Ab dem am 1. Januar 2005 beginnenden Beihilfezeitraum 200 Euro pro Hektar.

Der Minister ist befugt, diesen Betrag im Anschluss an eine Konzertierung auf Ebene der CMI (Concertation ministérielle interrégionale - interregionale Konzertierung der Minister) nach dem in den Artikeln 2 und 3 des zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt am 30. März 2004 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens über die Ausübung der auf die Regionen übertragenen Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft und des Fischfangs vorgesehenen Verfahren abzuändern.

Der Einheitsbetrag der Beihilfe pro Hektar Obstgarten unterliegt der in Artikel 10 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 vorgesehenen Modulation.

Für die Berechnung der Beihilfe wird die Fläche pro Landwirt ggf. in Anwendung der Artikel 84 und 85 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 reduziert.

Art. 4 - Um in den Genuss der Beihilfe zu gelangen, muss der Landwirt einen Antrag bei der Verwaltung einreichen. Dabei hat er das von dieser Verwaltung zur Verfügung gestellte Formular zu verwenden. Der Landwirt hat alle von der Verwaltung geforderten Angaben anzuführen, sowie alle Informationen, die ermöglichen, festzustellen, ob er beihilfeberechtigt ist.

Ab dem am 1. Januar 2005 beginnenden Beihilfezeitraum muss der Landwirt in seinem Antrag die Anzahl Bäume angeben, die Schalenfrüchte erzeugen, wobei er diese nach Art und nach Obstgarten getrennt anführt. Der Umstand, dass andere Bäume als Bäume, die Schalenfrüchte erzeugen, vorhanden sind, ist ebenfalls anzugeben.

Die Lokalisierung der Obstgärten ist anzugeben, wobei die betreffende(n) Parzelle(n) zu erwähnen sind:

1. in der Flächenerklärung, die dem Antrag auf Flächenbeihilfen im Rahmen der in Artikel 1 § 1, Punkt a) und Punkt b), iii) der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen erwähnten Beihilferegulungen beigefügt wird

2. oder ab dem 1. Januar 2005 in der Flächenerklärung, die dem in Artikel 22 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 vorgesehenen Beihilfeantrag für die Direktzahlungen beigefügt wird.

Art. 5 - Der Antrag muss durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief übermittelt werden oder ggf. bei der zuständigen Direktion der Außendienste gegen Ausstellung einer Empfangsbestätigung eingereicht werden, und zwar spätestens an dem von der Verwaltung vorgesehenen Datum. Ab dem am 1. Januar 2005 beginnenden Beihilfezeitraum kann der Antrag gemeinsam mit dem Beihilfeantrag für die Direktzahlungen eingereicht werden.

Gemäß Artikel 13 der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen oder für den ab dem am 1. Januar 2005 beginnenden Beihilfezeitraum gemäß Artikel 21 der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 führt das Einreichen des Antrags nach dem festgelegten Stichtag dazu, dass der Betrag, auf den der Landwirt an Anrecht hätte, wäre der Antrag fristgerecht eingereicht worden, um 1% pro Kalendertag Verspätung gekürzt wird. Wird der Antrag mit einer Verspätung von mehr als fünfundzwanzig Tagen eingereicht, so gilt er als unzulässig.

Art. 6 - Die Beihilfe wird unter folgenden Bedingungen gewährt:

1° für die Obstgärten wird die Mindestgröße einer Parzelle auf 0,10 Hektar festgelegt;

2° die Anzahl Bäume, die Schalenfrüchte erzeugen, darf pro Hektar Obstgarten nicht unter den folgenden Werten liegen:

- 125 für Walnussbäume;
- 50 für Mandelbäume;
- 50 für Haselnussbäume;
- 50 für Pistazienbäume;
- 30 für Johannisbrotbäume;

3° das Vorhandensein anderer Bäume als jener, die Schalenobst erzeugen, ist zulässig, unter der Bedingung, dass sie nicht mehr als 10% der unter Punkt 2° festgelegten Anzahl ausmachen;

4° das Vorhandensein von Kastanienbäumen ist zulässig, wenn die unter Punkt 2° festgelegte Anzahl Bäume für die beihilfefähigen Bäume, die Schalenobst erzeugen, erreicht ist;

5° die die Konditionalität betreffenden Bestimmungen müssen gemäß Artikel 4 und 5 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 und gemäß dem in der Anlage III dieser Verordnung festgelegten Zeitplan erfüllt sein.

Art. 7 - Im Falle einer Nichtübereinstimmung mit den Bedingungen für die Gewährung der betreffenden Beihilfe oder im Falle einer Regelwidrigkeit sind die in den Artikeln 30 bis 47 der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 oder für die ab dem am 1. Januar 2005 beginnenden Beihilfezeiträume die in den Titeln IV und V der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 angeführten Kürzungen oder Ausschlüsse anwendbar.

Art. 8 - Die Verwaltung ist mit den Kontrollen der Anträge beauftragt. Zudem hat sie zu überprüfen, ob die Bedingungen für die Gewährung der Beihilfen beachtet werden. Die Verwaltung kann bestimmte Aufgaben auf damit beauftragte Facheinrichtungen übertragen.

Art. 9 - § 1. Die Verwaltung wird mit der Auszahlung der durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen sowie mit der Beitreibung der ungeschuldet gewährten Zahlungen beauftragt. Ungeachtet der von der Verwaltung angewandten Beihilferegulierung kann diese für den Fall, dass ein Betrag ungeschuldet gezahlt wurde oder im Fall einer Erhebung im Milchsektor, einen Ausgleich mit jeglicher in dem vorliegenden Erlass angeführten und dem antragstellenden Landwirt zustehenden Beihilfe durchführen

Die Beitreibung einer ungeschuldet gewährten Zahlung kann durch den Abzug von den zugunsten des betreffenden Landwirts nach dem Beitreibungsbeschluss erfolgten Zahlungen erfolgen.

§ 2. Im Falle einer Beitreibung wird der Zinssatz zum gesetzlichen Satz berechnet. Beträge bis zu 100 Euro (ausschl. Zinsen) pro Antrag, auf den sich die Beitreibung bezieht, können nicht eingefordert werden, wenn der Landwirt zum Zeitpunkt der Einforderung nicht mehr beruflich tätig ist. Ist der Landwirt jedoch noch tätig, so können die Beträge bis zu 5 Euro pro Antrag, auf den sich die Beitreibung bezieht, nicht eingefordert werden.

Art. 10 - Der Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der stellvertretende Beamte ist bevollmächtigt, alle Ausgaben für die durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen einzugehen, zu genehmigen und anzuordnen.

Art. 11 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Die Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse können gemäß Artikel 8 des Gesetzes vom 28. März 1975 mit einer Verwaltungsstrafe geahndet werden. Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der stellvertretende Beamte wird als zuständiger Beamte bezeichnet, um die Handlungen und Beschlüsse auf dem Gebiet der im vorherigen Absatz erwähnten Verwaltungsstrafen auszuführen.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2004 wirksam.

Art. 13 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. März 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 936

[2005/201002]

**17 MAART 2005. — Besluit van de Waalse Regering
tot instelling van een areaalsteunregeling voor landbouwers die schaalvruchten produceren**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, laatst gewijzigd bij de wet van 13 juli 2001;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1^o, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, opgeheven en vervangen bij de Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 maar steeds van toepassing op de steunaanvragen in hoofde van de premieperiodes vóór 1 maart 2005;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, laatst gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 583/2004 van 22 maart 2004, inzonderheid op titels I, II en IV, hoofdstuk 4;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij Verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, laatst gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 118/2004 van 23 januari 2004 en opgeheven en vervangen bij de Verordening (EG) nr. 796/2004 van 21 april 2004 maar steeds van toepassing op de aanvragen om rechtstreekse betaling voor de premieperiodes vóór 1 januari 2005;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 2237/2003 van de Commissie van 23 december 2003 houdende uitvoeringsbepalingen voor bepaalde steunregelingen die zijn ingesteld bij titel IV van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, inzonderheid op de hoofdstukken 1 en 5, opgeheven met uitwerking op 1 januari 2005 maar steeds van toepassing op de steunaanvragen ingediend voor het jaar 2004, en vervangen, wat betreft de steunaanvragen ingediend vanaf het jaar 2005, bij Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad met betrekking tot de bij de titels IV en IV^{bis} van die verordening ingestelde steunregelingen en het gebruik van braakgelegde grond voor de productie van grondstoffen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 239/2005 van de Commissie van 11 februari 2005 en steeds van toepassing op de steunaanvragen ingediend in hoofde van de premieperiodes die ingaan op 1 januari 2005;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van de landbouw en de visserij;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van de landbouw en de visserij;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid d.d. 15 maart 2005;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de verplichting om zich onverwijld te schikken naar de in de aanhef bedoelde verordeningen van de Raad en de Commissie, in het bijzonder wat betreft de areaalsteunregeling voor schaalvruchten;

Overwegende de toekenning aan de Gewesten van de bevoegdheden op landbouwgebied vanaf 1 januari 2002;

Overwegende dat maatregelen getroffen moeten worden om de beslissingen betreffende die bevoegdheidsoverdrachten uit te voeren;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de continuïteit van de opdrachten van openbaar nut te waarborgen met inachtneming van de verplichtingen opgelegd bij de Europese regelgeving op landbouwgebied;

Overwegende dat een reglement moet worden ingesteld voor de modaliteiten van die regeling die met terugwerkende kracht van toepassing moet zijn met ingang van 1 januari 2004;

Overwegende dat er in boetes voorzien is in geval van niet-naleving van de termijnen die bij de Europese regelgeving opgelegd zijn om de betrokken steun te storten aan de landbouwers of bij vertraging in de tenuitvoerlegging van de betrokken regelgevingen of bij slechte uitvoering;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° "boomgaard" : een homogene, door samenhang gekenmerkte met notenbomen beplante oppervlakte die niet door andere gewassen of beplantingen wordt onderbroken en een geografisch aaneengesloten gebied vormt. Geïsoleerde bomen of één enkele rij notenbomen die langs een weg of een ander gewas is aangeplant, worden of wordt niet als een boomgaard beschouwd.

2° "schaalvruchten" : amandelen, hazelnoten, walnoten, pistaches en Sint-Jansbrood;

3° "aanvraag" : de areaalsteunaanvraag van de landbouwer die schaalvruchten produceert;

4° "bestuur" : de Afdeling steun aan de landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest; Dat bestuur beschikt over buitendiensten;

5° "Minister" : de Minister van Landbouw.

Art. 2. Overeenkomstig titel IV, hoofdstuk 4, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, wordt op aanvraag een jaarlijkse areaalsteun toegekend door het bestuur aan landbouwers die schaalvruchten produceren.

Art. 3. Het unitaire steunbedrag per hectare boomgaard, onafhankelijk van het type product, wordt vastgesteld :

voor de steunperiode 2004, op 120,75 euro per hectare;

vanaf de steunperiode die ingaat op 1 januari 2005, op 200 euro per hectare.

De Minister wordt ertoe gemachtigd om dit bedrag te wijzigen na overleg op het vlak van het Interregionaal Ministerieel Overleg (IMO) volgens de procedure voorzien in de artikelen 2 en 3 van het Samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van de landbouw en de visserij.

Het unitaire steunbedrag per hectare boomgaard is onderworpen aan de modulatie bedoeld in artikel 10 van de Verordening (EG) nr. 1782/2003.

Voor de steunberekening wordt de oppervlakte per landbouwer in voorkomend geval verminderd overeenkomstig de artikelen 84 en 85 van de Verordening (EG) nr. 1782/2003.

Art. 4. Om in aanmerking te komen voor de steun, moet de landbouwer een aanvraag indienen bij het bestuur d.m.v. het door laatstgenoemde beschikbaar gestelde formulier. Hij moet er alle vereiste gegevens vermelden alsook alle informatie noodzakelijk om de subsidiabiliteit vast te stellen.

Vanaf de steunperiode die ingaat op 1 januari 2005 moet de landbouwer het aantal notenbomen, per type boom en boomgaard, vermelden in zijn aanvraag. De aanwezigheid van andere bomen als notenbomen moet ook vermeld zijn.

De plaatsbepaling van de boomgaarden moet vastgesteld zijn met vermelding van het of de betrokken percelen :

1. op de oppervlakteaangifte gevoegd bij de areaalsteunaanvraag in hoofde van de steunregelingen bedoeld in artikel 1, § 1, punt a) en b), iii), van de Verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen;

2. of vanaf 1 januari 2005 op de oppervlakteaangifte gevoegd bij de steunaanvraag voor rechtstreekse betalingen zoals voorzien in artikel 22 van de Verordening (EG) nr. 1782/2003.

Art. 5. De aanvraag moet bij ter post aangetekende brief worden ingediend of eventueel overhandigd tegen aflevering van een ontvangstbewijs bij de bevoegde Directie Buitendiensten uiterlijk op de door het bestuur bepaalde datum. Vanaf de steunperiode die ingaat op 1 januari 2005, moet de aanvraag worden ingediend of overhandigd tegen aflevering van een ontvangstbewijs tevens als de steunaanvraag voor rechtstreekse betalingen.

Overeenkomstig artikel 13 van Verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij Verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen of vanaf de steunperiode die ingaat op 1 januari 2005, overeenkomstig artikel 21 van Verordening (EG) nr. 796/2004, leidt de indiening van de aanvraag na de uiterste datum tot een vermindering van 1 % per werkdag van het bedrag dat de landbouwer zou hebben ontvangen indien de aanvraag was ingediend binnen de gestelde termijn. Als de vertraging langer is dan vijftientig kalenderdagen, wordt de aanvraag beschouwd als niet-ontvankelijk.

Art. 6. De steun wordt toegekend onder de volgende voorwaarden :

1° de minimale perceelsgrootte van de boomgaarden mag niet kleiner zijn dan 0,10 ha;

2° het aantal notenbomen per hectare boomgaard mag niet kleiner zijn dan :

- 125 voor hazelnoten;

- 50 voor amandelen;

- 50 voor walnoten;

- 50 voor pistaches;

- 30 voor Sint-Jansbrood;

3° de aanwezigheid van andere bomen dan notenbomen wordt toegestaan binnen een grens die overeenkomt met 10 % van het in punt 2° vastgestelde aantal bomen;

4° de aanwezigheid van kastanjbomen wordt toegestaan indien de in aanmerking komende notenbomen voldoen aan het in punt 2° bepaalde inzake het aantal bomen.

5° de regels betreffende de voorwaardelijkheid moeten worden nageleefd overeenkomstig de artikelen 4 en 5 van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en het in haar bijlage III vastgestelde kalender.

Art. 7. In geval van niet-conformiteit met de toekenningsvoorwaarden van de betrokken steun of van onregelmatigheid, zijn de verminderingen of uitsluitingen voorzien bij de artikelen 30 tot 47 van de Verordening (EG) nr. 2419/2001 of, vanaf de steunperiodes die ingaan op 1 januari 2005, bij de titels IV en V van Verordening (EG) nr. 796/2004, van toepassing.

Art. 8. Het bestuur is belast met de controles betreffende de aanvragen en met de verificatie van de naleving van de toekenningsvoorwaarden. Het kan sommige van die taken opdragen aan gespecialiseerde instellingen.

Art. 9. § 1. Het bestuur is belast met de uitbetaling van de bij dit besluit voorziene steun alsook met de terugvordering van ten onrechte gestorte bedragen. In geval van ten onrechte gestort bedrag, ongeacht de door het bestuur beheerde steunregeling, of in geval van heffing in de melksector, kan het bestuur een compensatie uitvoeren met elk steunbedrag bedoeld in dit besluit dat aan de steunaanvragende landbouwer verschuldigd is.

De terugvordering van een ten onrechte gestort bedrag kan worden verricht door aftrek op de betalingen ten bate van de betrokken landbouwer na de beslissing tot terugvordering.

§ 2. In geval van terugvordering wordt het intrest berekend tegen de wettelijke rentevoet. De bedragen lager of gelijk aan 100 euro, intresten niet inbegrepen, door aanvraag waarop de terugvordering zich beroept, worden niet verplicht teruggevorderd indien de landbouwer niet meer actief is op het ogenblik van de terugvorderingsaanvraag. Indien de landbouwer wel actief is, worden de bedragen lager of gelijk aan 5 euro, door aanvraag waarop de terugvordering zich beroept, niet verplicht teruggevorderd.

Art. 10. De Inspecteur-generaal van de Afdeling steun aan de landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger, wordt ertoe gemachtigd om de uitgaven betreffende de in dit besluit bedoelde steun vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 11. De overtredingen van deze regelgeving worden opgespoord, vastgelegd en gestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De overtredingen van dit besluit kunnen het voorwerp uitmaken van een administratieve boete overeenkomstig artikel 8 van voornoemde wet van 28 maart 1975. De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger wordt aangewezen als ambtenaar bevoegd om de akten te vervullen en de beslissingen te nemen betreffende de administratieve boeten.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2004.

Art. 13. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 maart 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN